

Au-delà de Thatcher : témoignages militants sur les luttes des mineurs et le syndicalisme britannique d'hier et d'aujourd'hui

Cet article, paru initialement sur le site d'Autrefutur (source : <http://www.autrefutur.net/Au-dela-de-Thatcher-temoignages>) traite de problématiques syndicales plus larges que celles de l'éducation, mais comprend aussi des passages plus spécifiques à ce secteur.

Le décès de Margaret Thatcher cette année a remis en mémoire les politiques économiques qu'elle initia en Grande-Bretagne, ses combats anti-sociaux et anti-syndicaux. Ces derniers mois, Autre Futur a souhaité aller plus loin et réaliser une série d'entretiens avec différents militants syndicalistes britanniques à propos de ces luttes passées mais aussi de la situation présente, afin de mieux saisir les enjeux qui ont émergé ces dernières décennies. Finalement, la pertinence de ces témoignages et réflexions dépasse sans doute le strict cadre britannique et nous rappelle l'importance d'une plus grande coopération et solidarité internationale face à la dégradation des conditions de vie et de travail.

Dans le premier entretien, réalisé au très populaire Gala des Mineurs de Durham, David John Douglass, ancien mineur syndicaliste, revient sur les grèves de 84-85 auxquelles il participa activement, analyse le devenir des anciennes communautés minières et les attitudes à gauche, qu'il juge souvent peu pertinentes face à ces problèmes. Keith Millar et John Couzin, de Glasgow en Écosse, évoquent ensuite le passé ouvrier radical de leur agglomération, où les femmes jouèrent un rôle de premier plan, et son devenir après la désindustrialisation. Nous nous rendons ensuite à Newcastle, au Nord-Est de l'Angleterre, où John Kelly et Simon Galliers expliquent comment le syndicat majoritaire Unite a créé un secteur Communauté pour, notamment, syndiquer les chômeurs et agir plus efficacement sur cette question. L'entretien suivant donne un aperçu plus global de la situation britannique, des attaques anti-sociales actuelles, ainsi qu'une présentation générale des trade-unions du point de vue des IWW britanniques, qui incarnent un courant syndicaliste révolutionnaire et qui, grâce à John S., Dek Keenan et Dave Pike, présentent leurs activités, de Londres à Edimbourg en passant par Sheffield. Enfin, Marion Heersch et Benjamin Franks, de l'université de Glasgow et Dumfries reviennent sur une lutte victorieuse contre la fermeture d'un campus, avant que le second n'évoque ses recherches sur «l'anarchisme social et lutte de classe», distingué de «l'anarcho-capitalisme» ou de «l'anarchisme style de vie».

Ces entretiens et ce dossier ont été rendus possibles grâce à la coopération, aux contacts et à l'accueil chaleureux des IWW britanniques qu'il faut donc tout spécialement remercier !

«Aujourd'hui, la gauche est anti-classe ouvrière » Dave Douglass, ancien mineur syndicaliste

Autre Futur : Ma première question est un peu ironique. Cette année, Margaret Thatcher est décédée. As-tu été triste ? Comment as-tu réagi ?

David John Douglass : (rires) Je n'ai pas dégrisé de toute la semaine. Le jour de l'annonce, nous avons lancé des feux d'artifice et organisé une fête dans la rue. Ensuite, nous sommes descendus à Trafalgar Square [Londres], où nous avons amené la Bannière des Mineurs de Durham. C'était une chose organisée par les anarchistes et prévue pour le premier samedi après sa mort. Il y avait à peu

près 5000 personnes et quand la Bannière des Mineurs est arrivée, tout le monde est devenue fou, alors... J'ai pris la parole et leur ai raconté ce qu'avait été notre expérience de Thatcher et de sa politique, comment elle et son gouvernement avaient estropié nos communautés, ce que Margaret Thatcher représentait. Puis nous sommes revenus dans le Nord et avons fait une grande fête régionale à Easington, qui a été une communauté massive de mineurs de charbon sur la côte du Nord-Est. C'était une grande fête socialiste qui a duré toute une journée et la presse du monde entier était là. Donc, c'était très bien.

AF : Peux-tu te présenter brièvement ?

DJD : J'ai été membre du Syndicat National des Travailleurs de la Mine [National Union of Mineworkers-NUM] depuis 1963 et un responsable syndical, un responsable de section et aussi un membre de l'exécutif pendant à peu près 24 ans. Je viens juste de me retirer du syndicat cette année, je suis un membre retraité maintenant. J'ai été membre à part entière pendant 49 ans environ. Durant ce temps, j'ai publié un journal révolutionnaire de mineurs dans les années 70 qui s'appelait *The Mineworker* et aussi un journal local, *Hot Gossips*, qui ridiculisait les responsables de la mine, les directions, le gouvernement, etc.

J'ai été de tous les combats. En 1969, il y a eu une grève sauvage nationale des mineurs dans laquelle notre tendance a été très active. En 1972, j'étais un organisateur de piquet de grève dans les Midlands et de même en 1974. Et, en 1984, j'étais le coordinateur des piquets de grève de Doncaster. Je coordonnais tous les piquets de grève dans la région de Doncaster, dans le bassin houiller du Yorkshire. Et nous étions impliqués en 1992-93. Ainsi que dans quelques centaines de feuilles locales, de débrayages de puit et de bassin jusqu'en 1992.

AF : Quel était le rapport entre Margaret Thatcher et les grèves de mineurs ?

DJD : Margaret Thatcher avait adopté la politique monétariste des néo-conservateurs libre-échangistes américains. Elle en était une représentante britannique et suivait cette vision extrême de la suprématie du marché. Elle fonda une fraction de combat au sein du Parti Tory [conservateur], pour arracher le contrôle du parti des mains des conservateurs Tories «one nation», des gens qui croyaient en... un conservatisme du consensus, si tu veux... Des gens comme Ted Heath. Elle a combattu pour la souveraineté du marché et cette logique conduisait à écraser les syndicats, à dénationaliser et à désocialiser tous les acquis réalisés par la classe au fil des siècles. Elle savait que le Syndicat National des Travailleurs de la Mine était central dans cette guerre. Tôt ou tard, elle devrait se mesurer à nous et nous le savions aussi.

Dans mon livre *Ghost Dancers*, tu trouveras plus de détails sur tout ça. Mais, pour l'essentiel, Thatcher a dit qu'elle honorerait les accords précédents qui stipulaient que le charbon resterait la source centrale d'énergie parce que c'était la plus bon marché. En 1980, elle a rompu cet accord et lancé un assaut dans le but de fermer 25 mines. La plupart des mines d'Angleterre se sont mises en grève et nous avons fait échouer cette action. Mais nous leur avons permis de s'en tirer sans établir d'accord vraiment solide, ils ont pu s'échapper. Alors ils sont revenus en 1983. Ils sont encore arrivés avec un plan de fermeture. Mais, cette fois, ils ont attaqué le sud du Pays de Galles. Les mineurs gallois se sont mis en grève et ont commencé à chercher à étendre les piquets dans le reste du pays. Et ils poussaient autant que possible pour éviter qu'ils ne ferment les mines comme des dominos tombant les uns après les autres. Mais, pour une raison quelconque, l'exécutif de leur syndicat a décidé d'appeler à un vote national. Et nous l'avons perdu. Donc, ils ont permis la fermeture. Nous avons alors mis en place une interdiction des heures supplémentaires. Elle a commencé en 1983. C'était donc un moment crucial, nous devions faire baisser les réserves de charbon du pays. Plus nous pourrions réduire les stocks de charbon, plus vite nous pourrions remporter la victoire. Donc, avec une interdiction des heures supplémentaires, nous ne produisons

pas de charbon en heure supplémentaire, ni le samedi ni le dimanche. On travaillait seulement 5 jours par semaine. Parfois, on ne travaillait que 4 ou 3 jours par semaine. Le directeur de l'Electricity Generating Board [sorte d'équivalent britannique d'EDF] est allé voir Margaret Thatcher et lui a dit : « s'il y a une interdiction des heures supplémentaires, attendez septembre 1984 et les mineurs gagneront en un mois ». Donc il devint central pour eux d'être sûr que nous fassions grève avant que la stratégie ne marche. Alors, ils ont essayé différentes provocations auxquelles nous n'avons pas pris. Ensuite, ils sont venus se mesurer à un puits dans le Yorkshire, la Mine de Cortonwood. Ils ont fermé le puit. Donc les mineurs se sont mis en grève et ont essayé d'étendre les piquets dans les autres puits. On a pris la décision dans le Yorkshire qu'on se mettrait en grève et propagerait l'action dans le reste du pays. Et tout le monde s'y est joint... à part des jaunes à Nottingham.

Et ensuite, on s'est battu pendant 12 mois ! Nous n'avons pas obtenu l'appui auquel nous nous attendions ou que nous méritions de la part du reste du mouvement syndical. Et il y avait de sérieux briseurs de grève à Nottingham et à Leicester. Il y a eu des exceptions, des gens qui nous ont soutenu. Les marins, les cheminots, quelques travailleurs de centrale électrique, mais globalement nous n'avons pas obtenu le soutien de masse dont nous avons besoin. Et nous avons dû retourner au travail. Mais nous n'avons pas encore perdu en 84, bien qu'ils supprimèrent environ 60 mines et à peu près 70 000 emplois. On était encore là. Donc ils ont dû revenir en 1992 avec un autre plan qui fermait presque tous les puits en Grande-Bretagne. Alors, ensuite, nous avons fait une série d'actions, de manifestations de masse, une publicité massive, 2 millions de personnes ont manifesté en Grande-Bretagne, 12 millions de journées de travail ont été perdues par une grève de solidarité. Mais nous avons encore perdu.

La presse était totalement contre nous. Jour et nuit, il y avait une propagande de guerre. Thatcher a mis en place un comité de propagande qui comprenait tous les journaux nationaux et les chaînes d'information. Elle a monté une équipe de propagande, elle rencontrait la presse et la télévision deux fois par semaine pour formuler la ligne... Elle a organisé le comité conjointement avec la police. La police était censée être neutre dans les conflits du travail. Elle rencontrait la police, l'Electricity Engineering Board, le National Coal Board [qui gérait l'industrie minière] et a mené un combat entièrement partisan en utilisant tout le poids de l'Etat et de ses médias contre les mineurs. Et tu sais, beaucoup de membres de syndicat gardaient leur tête à l'intérieur de la tranchée parce qu'ils pensaient que s'ils la passaient à l'extérieur, ils se feraient tirer dessus. Et ainsi ils ne les affrontaient pas, mais, bien sûr, après nous avoir brisé, elle en est venu à eux.

AF : Peux-tu nous en dire plus à propos du Syndicat National des Travailleurs de la Mine, le National Union of Mineworkers (NUM) ?

DJD : C'est un syndicat industriel, fondé par des syndicalistes d'industrie, des anarcho-syndicalistes parallèlement au syndicat des cheminots. Il a été fondé dans la tradition du «Une Industrie, Un Syndicat». Donc, si tu es un électricien, un cuisinier, si tu es une femme travaillant à la cantine, tu te syndiques au National Union of Mineworkers. Tout le monde appartient au même syndicat. Il n'a pas toujours été un syndicat National en tant que tel mais plutôt une fédération, pas un syndicat national centralisé. C'est une force et une faiblesse. La force est que nous n'aurions pas fait la grève de 84 si nous avions été un syndicat centralisé. Le seul moyen par lequel la grève a marché est que la région du Yorkshire s'est mise en grève, l'Écosse a décidé de se joindre au mouvement et ensuite, la grève s'est étendue à d'autres régions...

En 1984, nous avions à peu près 230 000 adhérents. Mais, tu sais, maintenant nous n'en avons plus que 2000, alors... Le syndicat est minuscule, les puits ont complètement disparu, les mineurs et le NUM sont très, très petits, rongés par des problèmes internes (nous avons une guerre continue avec Arthur Scargill, l'ancien Président depuis à peu près 1993-94 parce qu'il n'abandonne pas le

pouvoir. Tu sais, ça a été terrible. Des camarades sont devenus des ennemis).

Le National Union of Mineworkers ne s'est pas toujours inscrit dans une tradition révolutionnaire. Il a fondé le Parti Travailleuse, le Labor Party. En fait, tu as une tradition mixte qui est bien démontrée par une de nos bannières. On y voit Kier Hardie (socialiste pacifiste, fondateur du Labour Party), Lénine, AJ Cook, qui était un syndicaliste révolutionnaire, George Harvey, qui était un fondateur des IWW et James Connolly, fondateur des IWW, son premier organisateur au niveau national américain et leader de la rébellion irlandaise en 1916. Donc une tradition mixte : social-démocratie, anarcho-syndicalisme et Marxisme-Léninisme. L'urne électorale et les armes.

AF : A un niveau plus personnel, quel est ton itinéraire politique ?

DJD : Les gens changent la définition des choses tout le temps mais je me suis traditionnellement désigné comme un anarchiste communiste, dans une tradition anarcho-syndicaliste. J'ai démarré comme anarcho-syndicaliste et anarchiste quand j'avais 15 ans. Mais j'ai fait un bref détour dans le Trotskysme dans les années 70. En 1984, j'étais revenu à l'anarchisme. J'ai aussi été un membre fondateur de Class War [Guerre de Classe, un groupe et un journal du même nom], j'ai rejoint Class War à ses débuts, dans les 6 premiers mois.

AF : Y-a-t-il d'autres choses que tu voudrais dire à propos de ces grèves pour compléter ?

DJD : Oui. Cette lutte en 84-85 a impliqué toute la communauté, cela ne concernait pas seulement les syndicats. Il s'agissait en parti des syndicats mais il était question d'une industrie, il était question d'un mode de vie. Les mineurs étaient presque une ethnicité, transmise de père en fils depuis des centaines et des centaines d'années dans la même famille de mineur. Et nous avons une tradition révolutionnaire et radicale très forte. Donc, toutes les politiques de puissance énergétique concernaient la puissance politique et pas juste l'énergie. Il était question de plus que cela. Il était question de «qui domine ?», d'où se trouvait la balance de la puissance politique basée sur la puissance énergétique. S'ils éloignaient la balance du charbon vers l'industrie nucléaire, alors ils gagnaient car les travailleurs du nucléaire ne défieront pas les gouvernements et ne peuvent pas cesser le travail comme nous le faisons. Le charbon britannique est presque mort aujourd'hui et ils n'arrêteront pas jusqu'à ce que nous ayons complètement disparu.

AF : Et donc, maintenant... Malheureusement, ils ont gagné cette bataille. Que deviennent la région, les communautés ?

DJD : Les communautés sont vraiment très, très à genoux et dans des conditions sociales désespérées. Ceci, aujourd'hui, (le Gala des Mineurs de Durham avec un demi-million de personnes) est un acte de défi. Nous sommes presque un demi-million sur ce terrain aujourd'hui pour le Gala des Mineurs de Durham. La plupart des gens ici viennent de communautés de tout le pays. C'est un acte de défi. Ce gala est un défilé traditionnel, qui continue depuis 167 ans, de Bannières de Mineurs avec tous les slogans et principes du syndicalisme et de la lutte de classe, dans toutes ses différentes formes, mené par des fanfares, les femmes, les enfants et les gens de la communauté. Il aurait dû mourir. Le dernier puit est mort en 1992. Et aujourd'hui, c'est la plus grosse manifestation depuis, je pense, 1945. C'est un acte de défi de classe.

Ils voulaient qu'on quitte ce monde et qu'on meurt en silence mais nous ne le ferons pas. La seule industrie que nous avons aujourd'hui est l'industrie bancaire et la spéculation. Ils ont détruit l'industrie manufacturière, ils ont détruit notre capacité en tant que travailleurs à reprendre le contrôle et à organiser la société par nous-même. Parce que nous avons fait les moyens de production. Et ils nous les ont retiré. Donc, en fait, maintenant, nous ne produisons rien. Les gens sont au chômage, les gens sont désespérément pauvres, on a beaucoup de toxicomanie, de crimes

antisociaux, des problèmes de santé, une mortalité infantile élevée, une faible espérance de vie, un faible niveau d'éducation, toutes ces choses. Mon livre s'intitule *Ghost dancers* [référence à la Danse des Esprits amérindienne] parce qu'il s'agit de la même chose que ce qu'ils ont essayé de faire avec les Amérindiens. Ils n'ont pas seulement vaincu les Indiens d'Amérique. Ils ont voulu leur enlever leur identité, ce qu'ils étaient et même effacer le souvenir de qui ils étaient. Tu sais, mon père était dans la grève de 1926, mon grand-père y était aussi ainsi que dans la grève de 1890 ! (rires) Et quand on était sur le piquet de grève à Doncaster en 1983, il y avait un homme qui avait participé à la grève de 1921 et à celle de 1926. Retraité, mais toujours sur le piquet de grève ! C'est pourquoi ceci est très, très important pour nous. Nous ne sommes pas prêts à oublier le passé, nous ne sommes pas prêts à perdre espoir dans le futur. Nous devons nous battre pour reprendre le contrôle de nos communautés, rétablir le contact avec notre histoire réelle, pas celle des capitaines et des rois, pas l'Union Jack et toutes ces conneries... Mais nos traditions réelles, ces gens qui se sont battus pour nos propres intérêts de classe. Il ne s'agit pas juste de nostalgie, il est question de demain, pas d'hier.

AF : Dans cette situation, il semble qu'il y ait beaucoup à faire. Mais que penses-tu des mouvements militants aujourd'hui concernant cette question ?

DJD : Je pense que la gauche, en général, est totalement dénuée de pertinence, en bref. Je pense qu'elle est anti-classe ouvrière, ils détestent les ouvriers. C'est une gauche anti-classe ouvrière. Ils pensent que nous sommes homophobes, ils pensent que nous sommes racistes, ils pensent que nous sommes sexistes, tout ce qui ne va pas, nous le sommes. Il n'y a pas du tout de dialogue avec nous. Ils ne comprennent pas les aspirations de la classe ouvrière. La gauche est fortement dominée par le libéralisme petit-bourgeois, ils ne comprennent pas la lutte des classes. Ce qui les intéresse, c'est de prendre des postures libérales. Il y a un énorme fossé entre nous. La vois-tu, ici, la gauche... ? Ils ne parlent pas aux travailleurs qui sont ici, ils ne font que parler entre eux. Ils ne veulent personne de l'extérieur parmi eux, parce qu'ils seraient susceptibles de leur poser de bonnes questions. Tu sais... Je ne parle pas du Parti Travailleuse, je parle spécifiquement de la soi-disant Extrême Gauche, de la gauche marxiste-léniniste et même du gros de la gauche anarchiste. Tu as notre tendance ici : les IWW et la Fédération des Anarchistes du Nord-Est sont ici... Mais tu ne trouveras personne d'autre.

AF : Et concernant les syndicats britanniques, quelle est la situation maintenant ?

DJD : C'est très, très petit. Nous avons encore une forte tradition militante dans le syndicat des cheminots, le Railway Maritime Transport Union (RMT). Il y a un fort leadership militant dans beaucoup des gros syndicats. Le syndicat des pompiers est encore extrêmement militant, UNITE est dominé par des courants de gauche, bien que son organisation soit terrible. J'y ai travaillé pendant 3 ans comme organisateur et la culture est mortelle. Mais il y a un million d'adhérents. Et UNISON, qui est un syndicat de service public, a un million d'adhérents. Donc nous avons encore une bonne part de travailleurs syndiqués. Mais la force des syndicats était dans l'industrie manufacturière, parce qu'on y produisait quelque chose qu'ils voulaient. Maintenant, nous ne le faisons pas. Parce que quand tu fais quelque chose qu'ils veulent, tu peux le leur enlever, le retenir, ou le reprendre complètement. On pourrait faire ça avec MacDonald's mais quel serait l'intérêt ?

Écosse : Glasgow et la mémoire de «Red Clydeside»

Autre Futur : Je sais que l'agglomération de Glasgow est l'une des plus peuplées du Royaume-Uni (et la plus grande d'Écosse). Elle était surnommée «Red Clydeside» dans le passé. Pouvez-vous nous dire ce qu'il en est de l'histoire des luttes ouvrières et radicales ici ?

Keith Millar : On peut d'abord évoquer les tisserands de Calton... Il y avait déjà une tradition radicale avec des artisans, des tisserands, des gens comme ça, au 18ème siècle.

John Couzin : Ils ont mené la première grève organisée en Écosse en 1787. Puis, il y a eu l'insurrection de 1820 et la bataille de Bonnybridge. 3 exécutions : John Baird, Andrew Hardie et James Wilson.

KM : D'autres furent mis en prison. C'était une époque où ils utilisaient des milices extérieures...

JC : Il y a eu beaucoup de mouvements radicaux dans la région de Clydeside (Glasgow et les villes des environs le long des berges de la rivière Clyde), à mon avis en raison de la masse de gens qui vivaient densément dans cette région dans des conditions épouvantables. L'un des plus intéressants implique des femmes. C'est la grève du loyer de 1915, un mouvement totalement spontané, de base, sans parti politique. Ce sont principalement des femmes qui l'ont organisé, qui ont agi. Ce sont les femmes qui ont amené les gens dans la rue. Et c'était en 1915 ! C'était pendant la Première Guerre mondiale. La plus grande manifestation durant la grève du loyer a fait marcher tous les districts autour de Glasgow et de ClydeBank vers le centre. Les femmes avaient organisé la manifestation pour entourer le tribunal de Glasgow car il y avait là des cas d'expulsion de personnes qui refusaient de payer les augmentations de loyer. Mais comme elles passaient près des usines, une délégation de femmes est allée demander aux hommes de venir se joindre à eux. Donc 250 000 personnes ont marché vers le tribunal. Le Sherif a téléphoné au Premier Ministre et lui a raconté la situation et le Parlement a immédiatement introduit le Rent Restriction Act, qui a gelé les loyers au Royaume-Uni jusqu'à 6 mois après la Première Guerre mondiale. Donc, c'était un mouvement radical, de base, principalement avec des femmes mais appuyé par des hommes. Principalement parce que c'était Clydeside, la densité de la population et ces conditions.

KM : Il y a aussi eu une révolte de classe avant la Première Guerre mondiale dans l'usine de Singer.

JC : En 1911, la grève de l'usine de machine à coudre Singer a été une des plus grosses grèves (11000 travailleurs), à propos de la manière dont ils étaient traités, de la façon dont la direction organisait l'usine. Là encore, ce sont des femmes qui ont déclenché la grève.

Et ensuite, tu as le Labour Withholding Committee pendant la Première Guerre mondiale, alors que la grève était interdite. C'était encore une fois un mouvement de base. Il ne prenait pas ses conseils des syndicats, les travailleurs organisaient ce qui devait être fait, approchaient les syndicats et les informaient de ce qui devait être fait. A partir de cela se développa le Clyde Worker's Committee, qui était plus ou moins IWW, syndicaliste révolutionnaire. Cela a duré jusqu'à ce que les autorités bannissent les porte-paroles du groupe à Edimbourg. Cela les empêchaient d'être actif sur le Clyde. En fait, il y a eu plus de grèves durant la guerre qu'avant et après. C'était vu par les militants comme une opportunité !

AF : **Quelles étaient les principales industries dans la région de Glasgow ? Quelle est la situation maintenant et comment les syndicats la traitent-ils ?**

JC : La principale industrie était de toute évidence la construction navale. Maintenant, c'est terminé. Je ne pense pas qu'on puisse encore se référer à Clydeside comme une entité. On pouvait dire que c'était une entité.

KM : En terme d'emploi, le secteur public, les centres de magasins de vêtement, les chaînes de supermarché sont désormais les plus gros employeurs. C'est facile de trouver un emploi temporaire dans l'industrie du service. Pour les syndicats, il y a du potentiel, mais nous n'en sommes qu'aux premiers jours. Le problème est que les gens se font souvent virés ou partent volontairement.

Concernant des questions sociales et des mobilisations importantes dans l'histoire plus récente, on pourrait aussi mentionner la large opposition à la Poll Tax (1990) dûe au gouvernement de Thatcher et le soutien aux grèves des mineurs. Mais je pense aussi qu'ici, en Écosse, il y a une grosse diversion à gauche avec cette histoire d'indépendance.

Syndicalisme, chômage et précarité : l'exemple de Newcastle

Autre Futur : Pour commencer, pouvez-vous vous présenter ?

John Kelly : Je suis le secrétaire actuel de Unite Communauté du Tyne and Wear, un des nombreux groupes régionaux de syndiqués que comprend le plus grand syndicat de Grande-Bretagne. Le secteur Communauté de Unite s'est développé récemment et rassemble des chômeurs, des retraités et d'autres personnes qui ne sont pas dans un lieu de travail. Au niveau national, on estime actuellement à 4000 adhérents le secteur Communauté de Unite et cela continue de se développer. Depuis que nous avons lancé Unite Communauté du Tyne and Wear en décembre 2012, nous avons obtenu plus de 70 adhésions et nous continuons aussi à grandir.

Simon Galliers : Je suis aussi un membre actif de Unite Communauté mais je suis également un adhérent des IWW.

JK : Unite est le plus grand syndicat de Grande-Bretagne. Il couvre tous les secteurs d'emploi et a des adhérents dans le transport, les industries extractives, le gaz et le pétrole, le secteur public comme le Service de Santé National [National Health Service], le bâtiment, etc. Nous avons actuellement un million et demi d'adhérents.

AF : Je sais que vous avez une activité concernant les gens au chômage. Pouvez-vous nous en dire plus ?

JK : Unite a récemment mis en place une nouvelle initiative pour ouvrir l'adhésion aux chômeurs. A Newcastle, nous avons une bonne branche, solide. Nous sommes vraiment concernés par la question des prestations sociales et les changements sur les prestations imposés aux chômeurs. Par exemple, chaque personne, dans un avenir proche, sera obligée d'utiliser un ordinateur pour accéder aux prestations en ligne. Nous sommes préoccupés par le nombre important de personnes qui n'ont pas accès aux ordinateurs ou la capacité suffisante de les utiliser. Le travail que nous faisons, sur le terrain, si tu veux, est d'identifier les gens à Newcastle qui ont besoin d'un accès aux ordinateurs et de le leur faciliter. C'est une activité concrète, concernant des problèmes immédiats.

La catégorie d'adhésion Communauté est là pour amener les gens en dehors du monde du travail dans la famille syndicale. En conséquence, nous croyons que nous pouvons promouvoir les valeurs syndicales et retrouver une influence dans la communauté, que les syndicats ont eu quand ces communautés étaient construites autour de l'industrie. Habituellement, ces personnes ne sont pas organisées ni associées au syndicalisme. Donc le syndicat leur donne une structure, une voix pour faire campagne pour le changement qu'ils veulent. Et elles ne se sentent pas abandonnées ou laissées pour compte. Récemment, nous avons organisé une manifestation contre l'augmentation de 1% des indemnités de chômage, comme l'allocation de recherche d'emploi. Nous avons mis en avant des slogans comme «1% ne paiera pas le loyer», «les banques ont causé la crise, les chômeurs paieront». Nous avons manifesté devant le bureau de l'agence de l'emploi de Newcastle et la BBC est venue filmer. Plus important, nous avons obtenu beaucoup d'intérêt des chômeurs qui devaient s'y rendre.

Nous parvenons à organiser les gens au chômage. Nous travaillons conjointement avec le personnel d'un centre pour travailleurs au chômage à Newcastle et avons une activité coordonnée avec eux. 6

membres de leur personnel sont aussi des membres de Unite Communauté du Tyne & Wear.

Plus généralement, le système d'aide sociale est vraiment attaqué maintenant et nous sommes préoccupés par cela. Le chômage est un problème mais nous avons aussi une économie de faibles rémunérations, de bas salaires, spécialement à Newcastle et dans le Nord-Est. Cette situation sociale est un gros problème pour nous et, dans le cas des changements de prestation sociale, elle a déjà conduit à des suicides... Nous pensons, en tant que Unite Communauté, que si nous nous y prenons bien, nous pouvons effectivement aider les gens à transformer la situation en faveur d'une alternative, et aussi retrouver l'esprit autrefois bien-connu de la communauté.

AF : Simon, tu étais syndicaliste dans l'éducation mais tu as rejoint récemment Unite Communauté. Peux-tu nous en dire plus ?

SG : J'ai été représentant syndical à Unison, qui est le second plus grand syndicat du pays, pendant plusieurs années. J'ai récemment protesté contre le programme des écoles «académies» que le gouvernement actuel met en place. Il rend les écoles indépendantes sans contrôle de l'administration locale et cela a des conséquences sur les salaires (des enseignants et du personnel de soutien), les conditions de travail, l'emploi, les besoins éducatifs spécifiques. J'ai mené une campagne vigoureuse contre cela. J'ai perdu mon emploi... J'ai travaillé durant de nombreuses années dans une école secondaire... Mais je suis maintenant engagé dans tout ce que fait Unite Communauté en relation avec le programme d'éducation.

De Londres à Édimbourg : les trade-unions, les IWW et la situation sociale actuelle en Grande-Bretagne

Autre Futur : Pour les gens qui ne connaissent pas bien votre pays, pouvez-vous aider à comprendre la situation sociale actuelle au Royaume-Uni ? Pouvez-vous donner, en tant que militants IWW, une vue générale des principaux problèmes sociaux, en particulier d'un point de vue syndicaliste ?

John S. : Comme pour la plupart des endroits, nous pouvons faire remonter la situation d'aujourd'hui aux années 70 et à la naissance du néo-libéralisme. Dans les années 70, la densité syndicale et le militantisme étaient importants. 12.9 millions de journées de travail (moyenne par année) étaient perdues dans des grèves dans les années 70; en 2012, il n'y avait que 250 000 jours. 60% des travailleurs en Grande-Bretagne étaient syndiqués en 1979; aujourd'hui, il n'y en a que 25% (et seulement 13% dans le secteur privé, 9% de jeunes travailleurs). Durant les années Thatcher, les syndicats ont été démolis ou récupérés. Les syndicats se sont tournés vers le «service» (fournissant des services professionnels à ses adhérents) et le «partenariat» avec les employeurs (évidemment, rien de tout cela ne prend en compte la différence de pouvoir). Les gouvernements Major (Conservateur) et ensuite Blair/Brown (Travailleurs) ont tous continué un agenda néo-libéral de privatisation des services/avoirs publics, de subventions aux grands intérêts privés aux frais du public, de précarisation du travail, etc. Et maintenant le gouvernement de coalition (Conservateur/Libéral Démocrate) voit dans la «crise financière» une opportunité massive de vraiment remodeler la société une bonne fois pour toute (c'est le truc assez classique de la «doctrine du choc» de Milton Friedman).

Donc, on nous dit que l'heure est à l'austérité et qu'il faut accepter les coupes dans les dépenses publiques. En fait, ce sont des conneries. Il n'y a rien d'«austère» dans le fait de donner nonchalamment des milliards de livres sous forme de services, d'avoirs, de subventions et de contrats au capital privé. Et c'est ce qui est en train d'arriver. Dans l'éducation, l'aide sociale, la santé, nous sommes simplement en train de voir l'Etat social démantelé. Des centaines de milliers de

travailleurs du secteur public ont été transférés à des employeurs privés ou licenciés. Officiellement, le chômage est monté à environ 2,5 millions (le vrai chiffre est beaucoup plus élevé, en prenant en compte différents paiements sociaux qui ne sont pas considérés comme du chômage et aussi le «sous-emploi» dû à la précarisation). Dans le même temps, les prix ont augmenté d'environ 15-20%, tandis que les salaires sont restés identiques ou ont été amputés (excepté au sommet puisque les salaires des directeurs ont augmenté de 39% !). Il y a une augmentation massive de la précarisation, des choses comme le travail à temps partiel, le travail intérimaire (tu as beaucoup moins de droits) et les contrats zero-heures. Ces derniers sont sans doute pire que le travail intérimaire, parce que tu es lié à un employeur et dois être disponible quand il te veut (contrairement aux agences d'interim où tu peux dire non, ou faire plusieurs boulots différents) mais tu n'as aucune heure garantie. Donc, une semaine tu pourras travailler 70 heures et la semaine suivante aucune. Aucune sécurité, aucune consistance. Ils disent que plus d'un million de travailleurs ont des contrats zero-heures et plus de 5 millions ne gagnent pas le «salaire minimum vital».

Des centaines de milliers de personnes comptent sur les banques alimentaires (organismes caritatifs faisant cadeau de nourriture) et les prix de l'énergie sont actuellement en train d'augmenter d'environ 10% de sorte que des familles *rendent* la nourriture aux banques alimentaires parce qu'elles ne peuvent pas s'offrir l'énergie pour la cuisiner. La majorité des gens maintenant considérés comme vivant dans la pauvreté travaillent, elles ne sont pas au chômage. L'«impôt de la chambre» (les conseils municipaux ont été forcés à collecter des impôts municipaux à des familles en logement social/municipal qui en étaient exemptées parce qu'elles ont une chambre «en trop») est en train de frapper les gens de manière vraiment dure. Souvent, la pièce n'est pas «en trop» (des cas médiatisés l'ont montré utilisée pour un appareil de dialyse ou comme une chambre conservée pour un fils parti avec l'armée) mais aussi, ce n'est pas leur choix d'avoir ce logement, il y a très peu d'alternative. Cela a déjà conduit à des suicides. Les personnes handicapées sont aussi gravement frappées, étant jugées «aptées à l'emploi» et privées de prestations sociales. Cela incluait des gens avec de graves maladies mentales et des handicaps physiques, comprenant des personnes atteintes d'une maladie en phase terminale, dont certaines sont mortes juste quelques jours après ! Encore une fois, cela a conduit à des suicides. Scandaleusement, il y a eu peu de résistance à tout ceci.

La classe ouvrière est dans un état chronique de désorganisation et de faible confiance en elle. Le plus grand mouvement que nous avons eu, c'étaient les manifestations étudiantes de 2010. Une manifestation commune à Londres appelée par les syndicats universitaires et étudiants University & Colleges Union (UCU) et National Union of Students (NUS) a attiré 500 000 personnes, et plusieurs milliers de personnes ont occupé et endommagé les quartiers généraux du Parti Conservateur. Cela a conduit à une vague d'occupations et de manifestations assez militantes, parfois émeutières. Malheureusement, les politiciens ont voté l'augmentation des frais d'inscription. Ces manifestations étaient pourtant notables par le fait que la plupart des manifestants n'auraient pas été affectés par la hausse mais se battaient plutôt «pour» leurs frères, soeurs ou amis plus jeunes, les «gamins de l'avenir» et une défense idéologique de l'éducation. En 2011, la jeunesse ouvrière a provoqué des émeutes et pillé des magasins après que la police ait tiré sur un homme noir à Tottenham. Typiquement, le contexte politique et le contenu social émis-quoique confus- a été marginalisé et ignoré par les médias et la classe moyenne, mais c'était présent. Il y a aussi eu de gros mouvements de protestation locaux contre les fermetures d'hôpital, l'«impôt de la chambre» et autres «coupes», pour certains avec succès (l'Hôpital Lewisham est le plus notable). Les grèves ont été extrêmement rares. Il y a eu une grève du secteur public à propos de la réforme des retraites en 2011. Environ 1,5 millions, d'un potentiel de 3 million de personnes, sont entrées en action et ont gagné des concessions. Un syndicat a vu 2000 personnes les rejoindre la veille de la grève, donc il y a de l'appétit. Des travailleurs de la boulangerie ont récemment fait grève contre les contrats zero-heures. Une campagne d'action directe pour le travailleur de la construction «black-listé» Frank Morris vient de gagner sa réintégration. Le syndicat des pompiers a fait grève la semaine dernière,

et plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Downing Street, les travailleurs de la poste seront en grève le 5 novembre contre la privatisation et trois syndicats universitaires (UCU, UNISON et Unite) sont en grève ce mois-ci à propos des salaires. Cela a été à peu près tout cependant.

AF : Pouvez-vous présenter les Industrial Workers of the World(IWW) en Grande-Bretagne, et, plus généralement, les «trade-unions», le syndicalisme dans le contexte britannique?

Dek Keenan : Les Travailleurs Industriels du Monde, Industrial Workers of the World sont, en Grande-Bretagne, un petit syndicat industriel révolutionnaire, basé en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande. Il a été rétabli en 1990, enregistré comme syndicat au milieu des années 2000 et était au départ très, très petit ! C'est essentiellement un syndicat avec une approche du syndicalisme en terme de lutte de classe révolutionnaire qui rompt avec le partenariat, qui est l'approche dominante des trade-unions. Il est aussi contre l'idée des syndicats de métier (trade) en lieu et place d'un gros syndicat avec tous les travailleurs. Un syndicat-trade-union classique n'organise qu'un seul métier. Par exemple, le Royal College of Nursing ne syndique que les infirmières. Un syndicat général peut organiser les infirmières mais aussi les autres travailleurs de la santé et tout aussi bien d'autres travailleurs.

Donc, tout ce que nous avons en Grande-Bretagne, c'est un petit nombre de syndicats de métier, un autre groupe de trade-unions plus larges et ensuite des syndicats monstres, énormes de centaines de milliers d'adhérents. Il y en a plus d'un million à UNISON et UNITE. Ces syndicats sont tous à la base sociaux-démocrates au sens où ils soutiennent généralement le Parti Travailleuse [Labour Party], parce que, historiquement, le Parti Travailleuse a été établi par les trade-unions dans la première partie du vingtième siècle. Mais évidemment, le Parti Travailleuse est maintenant un parti néo-libéral. Ces syndicats ne sont pas affiliés au Parti Travailleuse; habituellement ils sont pour construire un nouveau Parti Travailleuse. Les IWW ne prennent pas position sur ce sujet au sens où nous sommes un syndicat entièrement indépendant.

Les IWW ont d'abord existé en Grande-Bretagne dans les années 1910. Il y avait un développement et une émergence du syndicalisme révolutionnaire à un niveau international au début des années 1900 et les Iles Britanniques ont participé à cela. C'était vraiment une assez grande organisation, la plus vaste en terme de syndicalisme révolutionnaire au Royaume-Uni. Ils concentraient principalement des travailleurs de l'ingénierie dans le Nord et les Midlands ainsi que, à un certain degré, des travailleurs d'Écosse. L'idée était généralement de réformer les trade-unions existants, de les rendre plus syndicalistes révolutionnaires. Et la première étape était de fusionner les petits trades-unions, les syndicats de métier, dans de plus grands syndicats d'industrie. Mais les IWW ne sont jamais devenu un grand syndicat en Grande-Bretagne durant cette période. Il y avait aussi le syndicat industriel des travailleurs du Bâtiment qui était très syndicaliste révolutionnaire, un syndicat de type wobblly (IWW) qui a existé juste avant la Première Guerre Mondiale. C'était le seul syndicat purement syndicaliste révolutionnaire. Mais tout cela n'a pas survécu très longtemps dans les années 20. Les IWW se sont ensuite rétablis en 1946 avec une grève nationale des dockers et ont continué quelque temps dans les années 50, particulièrement avec les cheminots. Par la suite, cela a émergé à nouveau brièvement à la fin des années 70, au début des années 80, et a ensuite encore disparu ! (rires) Cela va et vient...

Mais en 1990, un camarade d'Amérique du Nord est venu vivre ici, a commencé à promouvoir les IWW et cela a pris très lentement. Il y avait des groupes, en particulier à Londres et dans le Sud, et aussi à Édimbourg, où se trouvait la branche d'adhésion générale la plus ancienne. C'était une branche très importante, qui s'est développée au milieu des années 90, et dont une section à l'Université Stevenson College avait un certain succès. En Écosse aujourd'hui, nous avons trois branches d'adhésion générale, à Édimbourg, Clydeside et Dumfries (et potentiellement une nouvelle

à Aberdeen). Les branches les plus importantes au Royaume-Uni sont maintenant probablement à Londres, dans le West Midlands, à Sheffield et probablement Clydeside. Il y a aussi de grosses branches dans le Tyne and Wear et aussi de nouvelles à Leeds et Bradford.

A la base, en Grande-Bretagne, il y a deux approches différentes. Les personnes établies dans les syndicats mainstream travaillent au niveau de la base, créent dans ces syndicats des réseaux avec des wobblies et d'autres personnes qui veulent résister. En même temps, nous avons une autre approche qui consiste à établir des syndicats IWW de gens qui ne sont pas organisés, les «abandonnés et les trahis», les gens que les syndicats mainstream laissent tomber ou auxquels ils ne s'intéressent pas. Donc parfois des travailleurs marginaux ou des gens qui travaillent dans de petits endroits. Les IWW se sont développés très rapidement en un court espace de temps, dans une période de défaite pour la classe ouvrière. C'est une manière alternative de s'organiser qui peut être attractive pour les travailleurs qui sentent que les trade-unions ne sont pas vraiment capables de se battre contre l'austérité. Mais c'est très petit.

AF : Dave, tu es un des fondateurs du Syndicat des Travailleurs de Pizza Hut des IWW, qui a été fondé à Sheffield [Nord de l'Angleterre] assez récemment, en 2011. Peux-tu nous en dire plus sur les circonstances de sa création et vos activités à ce jour ? Peux-tu nous parler des difficultés ou peut-être des perspectives encourageantes que tu rencontres dans ce secteur en tant que syndicaliste IWW ?

Dave Pike : Nous nous sommes formés autour d'une revendication collective sur le salaire, principalement autour de l'absence de paie supplémentaire pour le travail effectué durant les vacances nationales et le faible taux supplémentaire accordé aux conducteurs utilisant leur propre voiture. Depuis sa création, nous avons grossi régulièrement en terme d'adhésions, avons gagné des augmentations pour les chauffeurs livreurs, élevé le niveau standard de Santé et de Sécurité et continuons de syndiquer dans les Pizza Huts à travers le monde.

Le Fast food est devenu un terrain propice pour les organisateurs IWW. Beaucoup de nos principales campagnes [aux Etats-Unis] sont dans ce secteur, comme à Starbucks et à Jimmy Johns. L'âge moyen de nos adhérents nous a aidé à apparaître plus pertinent, la mi-vingtaine étant l'âge habituel de nos militants.

C'est dur d'organiser les jeunes travailleurs, car beaucoup d'entre eux soit n'ont jamais été engagés dans des syndicats, et ne savent même pas ce qu'ils sont, soit pensent qu'ils sont démodés et sans pertinence. Selon mon expérience, la réalité est que les syndicats deviennent vraiment pertinents lorsqu'ils se battent pour des changements qui importent aux jeunes comme les conditions de travail dans LEUR lieu de travail, en leur parlant d'une manière qui n'essaie pas s'appuyer sur l'histoire du syndicat, mais sur sa pertinence aujourd'hui.

AF : John, en tant qu'organisateur régional IWW pour le Sud-Est de l'Angleterre et pour Londres, peux-tu nous parler des activités des Wobblies dans ces endroits ces dernières années?

JS : Depuis plusieurs années, les activités IWW comprennent un soutien individuel aux adhérents dans le commerce, les fast food, l'éducation, la santé et d'autres industries, et quelques petites campagnes, aux moyens limités. Cependant, en 2011, un large groupe de nettoyeurs à Londres (la plupart immigrés d'Amérique latine mais aussi polonais, africains, asiatiques et anglais) ont quitté leur syndicat pour différentes raisons et constitué une branche IWW. Les nettoyeurs sont souvent en contrat de sous-traitance, travaillant soit pour de petites entreprises peu concernées par la loi, soit pour d'énormes multinationales comme Compass et Sodexo. Ils sont souvent immigrés, luttant dans une langue étrangère et gravement exploités. Ils gagnent aussi typiquement le salaire minimum et

n'ont pas de congés maladie ou de retraites. Pendant tout 2011 et 2012, la branche des nettoyeurs a mené des grèves sauvages, des manifestations bruyantes et militantes et finalement des grèves officielles, se battant pour le salaire minimum vital, le congé maladie, plus d'heures et la fin des brimades et intimidations, etc.. Tout cela a commencé avec une grève sauvage à Guildhall fin 2011. Les IWW ont gagné le salaire minimum vital dans quelques sites et le courage et la créativité des IWW a été une inspiration pour beaucoup de travailleurs à bas salaires et de militants syndicaux. Il y a eu des problèmes avec trois organisateurs sans scrupule qui ont trompé des adhérents IWW pour créer leur propre nouveau syndicat (IWGB)- une erreur inutile de mon point de vue, mais la vie continue. Des adhérents IWW- des nettoyeurs en sous-traitance au salaire minimum- ont organisé une grève au département favori de la classe moyenne du magasin John Lewis et ont gagné une augmentation de 9%. Des nettoyeurs de quatre autres sites John Lewis ont alors rejoint le syndicat et gagné une augmentation de 9% avec la menace d'une future grève. D'autres sont en train de nous rejoindre et il y a des dynamiques de syndicalisation en cours dans plusieurs sites à Londres, y compris des attractions touristiques majeures. Un compte-rendu de première main de toutes les activités de la branche nettoyeurs des IWW paraîtra dans un nouveau livre en janvier 2014.

A Bristol, des syndicalistes révolutionnaires sont sur le point de lancer un projet controversé mais excitant d'«organisation communautaire», en frappant aux portes dans les quartiers ouvriers en essayant de construire des campagnes massives autour de problèmes liés au travail, comme les bas salaires et l'insécurité de l'emploi.

AF : Y-a-t-il d'autres syndicats dont les wobblies pourraient se sentir proches dans le contexte britannique aujourd'hui ? Y-at-il d'autres tendances militantes organisées dans les syndicats mainstream ?

DK : Je suppose que le seul syndicat avec lequel peut-être les IWW pourraient en quelque sorte s'identifier est peut-être le syndicat du transport RMT [Rail Maritime and Transport union] . C'est un syndicat indépendant du Parti Travailleuse, militant, avec des syndicalistes révolutionnaires actifs en son sein. Ils ne sont pas un syndicat industriel révolutionnaire mais un syndicat industriel avec une approche militante. Mais, contrairement peut-être à l'Espagne ou à la France par exemple, l'idée d'avoir un syndicat révolutionnaire indépendant n'est pas une approche populaire à gauche ici. Beaucoup de gens seraient extrêmement critiques envers un travail en dehors des syndicats existants.

Il y a eu d'importants mouvements de base au fil des ans dans ce pays. Il y a quelques années, le National Shop-Steward Network s'est établi et beaucoup de wobblies et de syndicalistes révolutionnaires s'y sont engagés. Mais il a rapidement été dominé par les trotskistes du Socialist Party. Il est devenu très difficile d'y travailler. Et aussi il commençait à promouvoir l'idée d'un nouveau Parti Travailleuse, un Parti des Travailleurs [Workers Party]. Il y a des réseaux de gauche dans beaucoup des principaux trade unions, UNISON, UNITE qui tendent à être dominés par des groupes trotskistes, des groupes de gauche qui ne veulent pas transformer les syndicats par le bas mais veulent en prendre la direction. C'est une différence essentielle, je pense. Donc les IWW ne sont pas particulièrement investis dans ces réseaux. Nous sommes par exemple engagés dans le Civil Service Rank and File Network, une tendance alternative, purement de base, autonome, dans le syndicat PCS.

Université : la lutte contre la fermeture du campus de Dumfries et «l'anarchisme social et lutte de classe»

Autre Futur : Vous êtes membres des IWW et avez participé il y a quelques années à une lutte (victorieuse) contre la fermeture du campus de Dumfries. Pouvez-vous nous en dire

plus ?

Marion Hersh : L'Université de Glasgow a un campus principal à Glasgow et un autre campus à Dumfries and Galloway, qui est à peu près à deux heures de train. On l'appelait le campus Crichton, mais le management change constamment son nom. Il est très important pour la communauté locale, qui est rurale, et beaucoup d'étudiants trouveraient difficile d'aller, dans une grande ville, au plus gros campus principal. Il a aussi beaucoup d'étudiants de la classe ouvrière et d'étudiants handicapés. Malheureusement, l'Université de Glasgow est vieille, traditionnelle et plutôt snob, considérant probablement Crichton comme trop bas de gamme. Il était aussi question de dévaluer l'enseignement pour se concentrer sur des types particuliers de recherche dans le contexte des exercices d'évaluation de la recherche (une manière très injuste de partager des fonds de recherche totalement inadéquats).

Il y a quelques années, le management de l'Université de Glasgow a proposé de fermer le campus Crichton. Il y a eu une campagne d'opposition, impliquant différents groupes, IWW inclus. J'ai rejoint les IWW à ce moment là, comme il semblait que les IWW, qui avaient plusieurs adhérents à Crichton menaient plus d'actions que la branche locale d'UCU [University and College Union] , le syndicat universitaire dont j'étais membre et militante depuis de nombreuses années.

Nos activités comprenaient des distributions de tracts dans les événements très prestigieux organisés par l'Université de Glasgow, des manifestations à Crichton, des questions et l'organisation de troubles lors d'une conférence du président de l'Université.

Finalement, le management a fait marche arrière. C'était une victoire importante. Cependant, le management a continué à viser Crichton, maintenant appelé le campus Dumfries et je crois qu'il n'y a plus le diplôme en arts.

Benjamin Franks : Le rôle des IWW a été important dans la campagne de 2007. Ce n'était pas le seul facteur pertinent, ni le plus important dans une campagne qui a remporté un large succès, mais les efforts de campagne des IWW, qui utilisaient des initiatives directes et originales à Glasgow - où se prenaient les décisions - en soutien aux collègues et étudiants basés à Dumfries étaient une aide précieuse. C'était un exemple inspirant de solidarité. Malheureusement, ce ne fut qu'un succès «partiel», étant donné que les structures managériales qui avaient pris la décision de la fermeture, quoique contrées, étaient toujours en place. Dernièrement, quelques bons collègues n'ont pas eu leur contrat renouvelé ou se sont sentis forcés de partir et quelques services éducatifs importants ont été fermés plus tard, avec des menaces correspondantes de licenciement.

AF : **Ben, tu enseignes la philosophie sociale et politique dans cette université. Je sais que tu travailles sur l'anarchisme. Tu sens le besoin de parler d'«anarchisme social et lutte de classe». Pourquoi ? Y-a-t-il des types d'anarchisme qui ne le sont pas ? Qu'est-ce que tu veux dire par là ?**

BF : Je pense qu'un des problèmes est que, historiquement, les gens ont parlé de nombreux groupes différents de principes idéologiques avec un seul titre : anarchisme. Simplement parce qu'ils partagent une caractéristique commune qui est d'être contre l'Etat. Même s'ils entendent des choses radicalement différentes par le fait d'être contre l'Etat. Donc traditionnellement, tu as les soi-disant «anarcho-capitalistes» et les communistes-anarchistes, qui s'appellent tous les deux «anarchistes» et sont traités comme des parties de la même famille anarchiste. Mais, en fait, ils n'ont rien en commun car il y a des principes connexes qui imprègnent la façon dont ils comprennent l'Etat. Pour les anarcho-capitalistes, on est censé rejeter l'Etat parce qu'il est redistributif. Il interfère avec les droits de propriété. Ils n'ont rien contre les hiérarchies, comme les forces de police, les prisons, les instances judiciaires spécialisées, les opérations de sécurité... tant

qu'elles sont dans des mains privées.

Chez les anarchistes sociaux, tu as souvent une attitude assez complexe concernant les droits de propriété, qui distingue la possession et la propriété, différentes formes de propriété et de droits de propriété et les façons d'administrer la propriété. Mais ils sont concernés par la hiérarchie, les inégalités dans le pouvoir économique et leur structure sociale, dont les anarcho-capitalistes sont parfaitement contents. Donc, pour les anarchistes sociaux, l'État est un type de relation sociale, une forme d'oppression. L'anarcho-capitalisme est, à la base, une forme de libéralisme classique, une sorte de chose à laquelle l'anarchisme social s'est opposé. Un des problèmes, au niveau universitaire, est que l'anarcho-capitalisme y est considéré comme la forme la plus consistante et donc légitime d'anarchisme.

Il y a différentes constellations d'anarchisme, certaines sont plus individualistes, d'autres tendent vers le socialisme. Certaines constellations que nous pourrions penser relevant de l'anarchisme individualiste peuvent avoir des relations, des affinités avec l'anarchisme social. Certaines de celles qui ont été écartées en tant que «anarchisme style de vie». Ce terme a été rendu célèbre par Murray Bookchin, qui fait une distinction entre «anarchisme style de vie» et «anarchisme social».

Sa formulation est problématique mais je pense qu'il identifie quelque chose, un type d'anarchisme qui réellement n'est concerné que par une sorte de liberté individuelle possessive d'action sans lien avec les autres, à distinguer d'un autre type qui est concerné par nos relations avec les autres. Et, bien sûr, un des principes de l'anarchisme social est que l'individu est en parti socialement construit. Cela se voit dans les slogans ou positions de la gauche radicale anti-léniniste : «personne n'est libre si quelqu'un est opprimé» ou «une attaque contre un est une attaque contre tous». L'anarchisme social reconnaît que nos identités sont intimement reliées. J'obtiens mon identité par la manière dont tu me traites, tu obtiens ton identité par la façon dont je te traite et ceci se reflète dans la construction de nos identités mutuellement partagées. Il n'y a pas d'êtres totalement isolés. Donc, n'être concerné que par notre propre libération, notre propre bonheur, notre manière de vivre un style de vie pur est insuffisant pour les anarchistes sociaux. Cela manque notre nécessaire interdépendance aux autres. Et c'est en quelque sorte basé sur une vue libérale du soi, donc construit une forme largement libérale d'organisations, de tactiques, de méthodes, d'effets. Mais, occasionnellement, l'anarchisme style de vie peut entrer en conflit avec les lois du capitalisme, la logique du capitalisme. Certains anarchistes style de vie vivent en communauté, essaient de ne pas vivre une vie bien comme il faut et cela peut entrer en conflit avec les lois du capital, les structures sociales hiérarchiques et, dans certaines circonstances, présente des affinités avec l'anarchisme social. Bien sûr, l'anarchisme social essaie aussi d'incarner ses principes dans l'action quotidienne mais il voit aussi cela comme étant relié aux autres.

Les lois du capital sont une forme d'exploitation et d'oppression. C'est une forme de *pouvoir sur* où les gens sont traités comme de simples ressources (d'où la croissance des «ressources humaines» dans les grandes organisations). Si nous voulons vivre une vie plus épanouie, plus satisfaisante, nous devons contester ces formes d'oppression, dans la solidarité mutuelle, de sorte que nos luttes ici et maintenant reflètent le type de valeurs que nous espérons voir dans le futur. Et ceci est la lutte des classes.

Personne n'est en position de voir toutes les facettes, ou chaque élément de la lutte des classes. Mais dans le capitalisme, il y a un potentiel pour la lutte des classes dans le lieu de travail, même si ce n'est pas le seul lieu de lutte.

Propos recueillis par Fabien Delmotte